

**Le Moyen Orient : Zone de Conflits (Analyse Historique).
The Middle East: Area of conflicts (historical analysis)**

Noureddine ZERKAOUI.

Université de Bejaia.

Chercheur associé à l'Institut français
d'études anatoliennes (IFEA), Istanbul/
Turquie.

E-mail : nourzerkaoui@gmail.com

Reçu le : 17.10.2020	Révisé le : 20.10.2020	Accepté le : 22.10.2020
-----------------------------	-------------------------------	--------------------------------

Résumé :

Le Moyen Orient est considéré comme la zone la plus instable dans le monde contemporain. Cette instabilité est due, en particulier, aux desseins des différentes puissances qui se disputent le partage et le contrôle des zones d'influences dans le monde depuis le 16^{ème} siècle jusqu'à nos jours.

Avec l'apogée de la « Question d'Orient » à la fin du 19^{ème} siècle, surtout avec les turbulences qu'avait connu l'empire ottoman « l'homme malade de l'Europe », la région du Moyen Orient ne cessait d'être la zone la plus convoitée par les grandes puissances (Européennes, en début, ensuite les deux grandes super puissances après la deuxième guerre mondiale). Ainsi, les événements, dans leurs globalités tragiques, succèdent sur le Moyen Orient (arabe) en particulier. Les mutations et bouleversements multidimensionnels ont dicté le destin de cette région jusqu'à nos jours.

Mots clés : le Moyen Orient, la Question d'Orient, les entités politiques arabes, les mutations.

Abstract:

The Middle East is considered as being the most unstable area in the contemporary world. This instability is due, in particular, to the greediness and desire of disputing by various powers the shares and the control of the regions of influence in the world since the 16th century until nowadays.

With the culmination of the " Eastern Question" at the end of 19th century, chiefly with the turmoil's experienced by the Ottoman Empire," The European sick man», the Middle East region became the most targeted and; therefore, never ceased to be coveted by great powers (Europeans, at the beginning, then the two super powers after the Second World War). Thus, the tremendous, tragic events took turns on the Middle east (Arab), chiefly. The multidimensional mutations, upheavals and unrests have dictated the faith this area until our present days.

Keywords: the Middle East, the Eastern Question, Arab political entities, changes.

E- mail de correspondance : nourzerkaoui@gmail.com

Introduction :

Le Proche-Orient, expression usuelle dans la géographie française au XIX^{ème} siècle et jusqu'aux années 1930, servait à désigner l'Orient le plus proche, l'Égypte et les pays du Croissant Fertile (Syrie, Liban, Irak, Jordanie, Israël). Dépourvu de frontières naturelles, d'unité physique ou humaine, le Proche-Orient se définissait comme un terrain, investi de représentations symboliques fortes (le foyer originel de la civilisation, les Lieux Saints des trois religions monothéistes, l'Orient immobile et mystérieux). Par la suite, le terme Moyen-Orient a été préféré. Cependant, comme le montre l'historien Alexandre Dufay, le rôle central joué dans les relations internationales par la résolution du conflit israélo-palestinien a obligé de nombreux observateurs à mettre en évidence, au sein de l'ensemble géopolitique du MO, le Proche-Orient.

Donc, la région du Moyen-Orient est l'une des contrées qui représente un foyer de conflit ancien du monde, ce qui repose sur des facteurs spécifiques et sur la résonance du conflit dans les relations internationales et ce, depuis la recrudescence de ce qu'on appelle dans le jargon historique « la question d'Orient », au 19^{ème} siècle, voire des périodes antérieures. Ainsi, on peut dégager deux questions-problématiques suivantes :

-Pourquoi le Moyen-Orient est-il resté une zone de conflits majeurs depuis la fin de l'empire ottoman, en particulier ?

-Quels enjeux plus importants conduisent les puissances occidentales à maintenir leur contrôle sur la région ? Et par quels moyens ?

1. Le Moyen-Orient :

1.1. Définition.

Le terme Moyen-Orient, qui traduit l'expression anglo-saxonne Middle East, n'apparaît qu'au début du XX^e siècle (en 1902 précisément) pour désigner cette zone médiane entre Proche et Extrême-Orient, centrée sur le golfe Persique. Si les Américains l'étendent parfois du Maroc au Pakistan (à travers le projet GMO), les Européens la définissent plus volontiers comme un arc de cercle étiré de la vallée du Nil aux plateaux irano-afghans et des côtes sud de la mer Noire jusqu'aux rivages de l'océan Indien. Le mot tire ainsi ses origines de la géopolitique, même si les sciences sociales s'en sont emparées, s'efforçant de doter d'une hypothétique cohérence un monde contrasté et mal délimité.

Le Moyen-Orient est donc un « concept fourre-tout plus qu'une réelle région politique » (Bozarslan 20113 : 7). À la charnière de l'Afrique, de la Méditerranée orientale et de l'Asie du Sud-Ouest, le Moyen-Orient est un espace ouvert, dépourvu de frontières naturelles. Carrefour géographique et humain, il se définit plus par les réseaux qui le parcourent que par les limites qui l'enserment. S'il fallait pourtant lui découvrir une unité, elle se fonderait sur la dominante semi-aride du climat, qui détermine la confrontation séculaire entre monde nomade et paysanneries sédentaires et rend compte de la précarité des bases agraires (Universalis).

1.2. Espace géographique et politique :

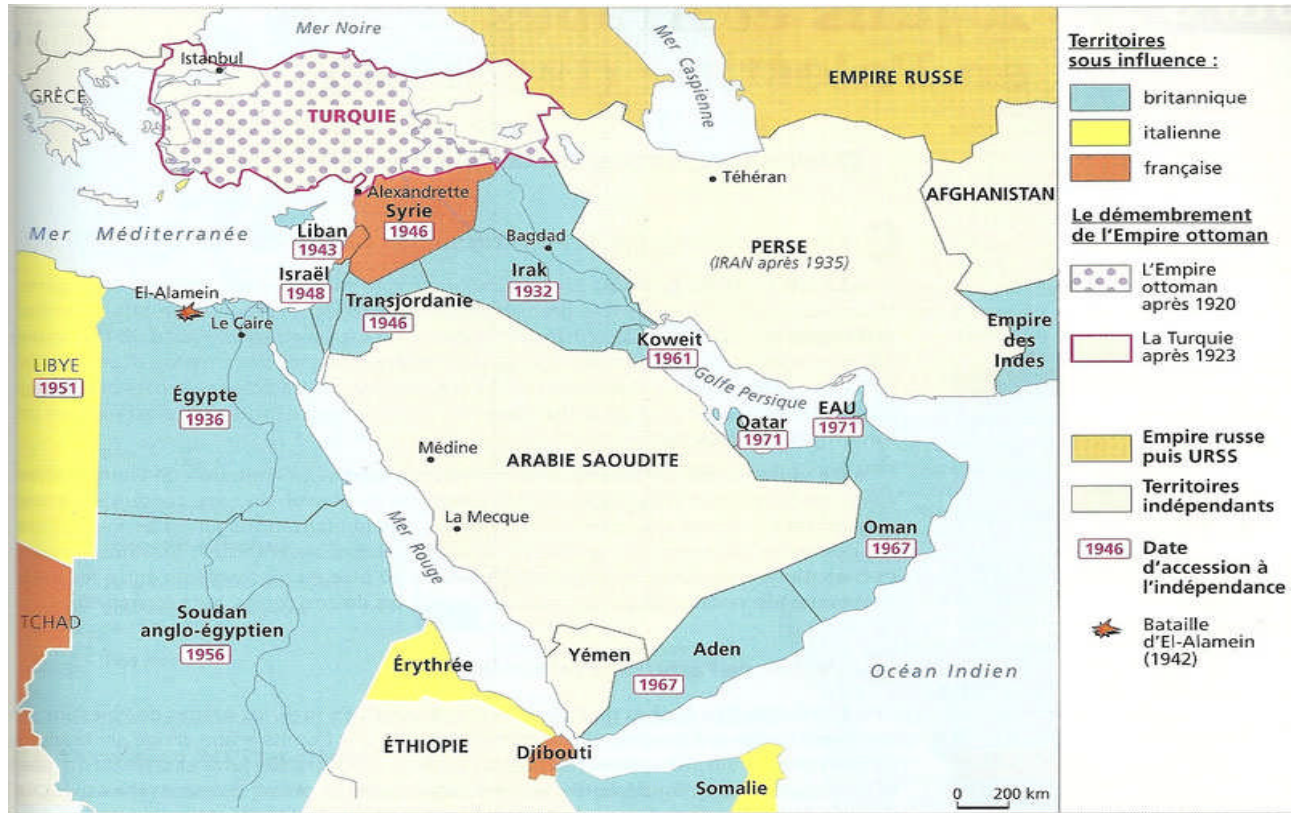


Figure 01 : Une carte du Moyen-Orient marquant sa géographie et les grands faits marquant de son histoire contemporaine. Source : Google Maps.

Le « Moyen-Orient » est une région qui englobe les États actuels ; l'Arabie Saoudite, le Bahreïn, l'Égypte, les Émirats arabes unis, l'Iraq, l'Iran, Israël, la Jordanie, le Koweït, le Liban, la Palestine, le Qatar, la Syrie, le Sultanat d'Oman, la Turquie et le Yémen. Donc, même pour la période antérieure à la Première Guerre mondiale, il ne faut pas inclure les provinces dépendantes des États ciblés, comme les Balkans par exemple. La zone impliquée est, bien qu'étendue, circonscrite de manière assez précise, comme sur la carte (Dakhli, 2015 : 4).

2. De la géopolitique à l'histoire : dans le tournant de la Question d'Orient.

L'histoire du Moyen-Orient s'est fondée sur une vision essentiellement géopolitique et euro- centrée de la région. Cette vision nous renvoie, particulièrement, trois points ;

1° La structure du Moyen-Orient est un ensemble dont on ne cesse de redouter un éclatement partiel ou généralisé, qui déstabiliserait la région autant que l'équilibre mondial, tout en répétant qu'il s'agit d'une « mosaïque » de confessions et de peuples irréconciliables ou rendus tels par des siècles de conflits.

2° Son histoire est ensuite celle du jeu des puissances européennes, puis mondiales. Le Moyen-Orient, c'est un théâtre, une arène, dans laquelle l'histoire des sociétés locales laisse la place aux grandes puissances européennes, soviétique et américaine. Le Moyen-Orient, en résumé, ne vit pas par lui-même.

3° Le développement de la région est essentiellement étudié sous un angle politique, pour les rares fois où cet angle n'est pas géopolitique. La société et l'économie sont elles-mêmes enchâssées dans un mécanisme historique qui fonctionne par révolutions, coups d'État et stabilisations généralement autoritaires. C'est l'histoire des régimes et de quelques grandes figures politiques qui s'imposent d'autant plus qu'elles ont tenu tête aux tutelles occidentales (NEVEJANS, Ses 2017-2018 : 5-8).

2.1. Le Moyen-Orient à l'heure des réformes ottomanes (1876-1914)

La fin du XIXe siècle et le début du XXe siècle constituent une période, selon l'expression d'Éric Hobsbawm, « l'ère des empires ». Le Moyen-Orient ne fait pas exception, et se trouve tiraillé entre différentes grandes puissances. Au dernier quart du XIXe siècle, le Moyen-Orient est marqué en son sein par une grande puissance qui est l'Empire Ottoman. Mais l'impérialisme européen se déploie peu à peu dans le monde, les tensions et les rivalités entre les grandes puissances s'exacerbent, la question des nationalités s'aggrave, le développement économique et la montée des problèmes sociaux s'accroissent. En leur sein donc, les empires orientaux souffrent de problèmes non résolus (Georgeon 2003 :12). Mais à leur porte (celle de l'empire ottoman), les Européens gagnent du terrain, prenant territoire sur territoire, et limitant spatialement la zone d'influence qui nous intéresse ici (le monde arabe plus précisément).

En 1876, lorsque le sultan Abdülhamid II (1876-1909) prend le pouvoir à Istanbul, l'empire Ottoman n'est plus celui de ses illustres prédécesseurs, mais il constitue encore un ensemble imposant. Touchant trois continents ; il s'étend de l'Adriatique au golfe Persique, du Caucase jusqu'à la régence de Tunis (la régence d'Alger fut occupée par la France coloniale dès 1830). Il occupe aussi une situation géopolitique impressionnante. Il contrôle notamment les accès de la Méditerranée orientale, et renferme de grandes richesses potentielles (Nevejeans, 2017-2018 :6).

La Porte¹ nomme dans les provinces des gouverneurs (wali), qui sont, sans cesse, recadrés en raison de leurs tendances indépendantistes. Dans la seconde moitié du XIXe siècle, des réformes administratives sont mises en œuvre. Dans les régions arabes, comme dans le reste de l'Empire, les territoires sont organisés en vilayet, eux-mêmes divisés en sandjak. Ce découpage administratif est doublé d'un découpage militaire : dans chaque vilayet, le gouverneur (wali) est assisté d'un chef militaire (muchir) (Cloarec et Laurens, 2003 : 10).

En 1876, l'Orient arabe est divisé en six *vilayet*, trois syriens (Alep, Damas, Beyrouth) et trois mésopotamiens (Mossoul, Bagdad, Bassorah). Dans la zone syrienne, le

¹ - La Porte : le gouvernement ottoman domicilié à Istanbul, anciennement appelée Constantinople.

sandjak de Jérusalem dépend directement de la Sublime Porte. D'après Bozarslan, « Le Mont-Liban possède un statut spécial d'autonomie, mis en place sous la pression des Européens en 1861 : la région est dirigée par un gouverneur (*mutassarif*) nommé directement par la Porte et obligatoirement catholique ». Ce gouverneur catholique est assisté par un conseil administratif composé de représentants de l'ensemble des confessions de la Montagne, où les Maronites possèdent la majorité des sièges (Bozarslan, 2013 :36).

La première moitié du XIXe siècle est marquée, pour l'Empire Ottoman, par la perte de l'Égypte au tout début du siècle et qui laisse un goût amer à la Sublime Porte. D'autres pertes territoriales suivent, avec la Bessarabie (en Roumanie actuelle) en 1812, la Serbie en 1817, la Grèce en 1828, la Mingrélie en 1829, l'Algérie en 1830, les dernières enclaves de la Moldavie et de la Valachie en 1856. Les pertes territoriales, en quelques décennies, sont considérables. La situation économique se dégrade continuellement à cause des guerres (Bozarslan 2013 : 122)². La situation économique donc n'est guère plus réjouissante.

Au XIXe siècle, l'Empire Ottoman, en tout cas les Ottomans eux-mêmes, s'ouvre sur le monde. Les capitales européennes sont visitées, L'influence de l'Europe se fait plus grande. Les ambassadeurs ottomans, conscients du décalage important entre leur empire et les régions qu'ils visitent, hurlent à la réforme (Bozarslan 2013 : 126). Ces réformes prennent la forme d'une politique, le Tanzimat (littéralement « les Réformes »)³.

2.2. Entre réformes et résistances.

À l'échelle de l'Empire, la politique du sultan Abdülhamid II (1876-1909) passe par une favorisation quasi systématique des provinces arabes, sur les plans politiques et économiques. Elles sont dirigées par les meilleurs, et reçoivent une part plus importante des investissements et des fonds publics (Nevejeans, 2017-2018 : 14).

La Syrie bénéficie tout particulièrement de cette politique de modernisation (Mantran, 1989 : 535). À l'échelle de l'empire toujours, on assiste à une occidentalisation de l'économie, en parallèle d'une réponse favorable du pouvoir aux attentes conservatrices de la société. L'empire connaît une véritable transformation, notamment avec la construction des

² - la situation se dessine ainsi : L'inflation est de 5% par an en moyenne. Les dépenses de l'État augmentent annuellement de 30% entre 1761 et 1885. Le prix des biens et services nécessaires à l'effort de guerre augmente de plus de 200% avant même l'entrée dans le XIXe siècle. (Bozarslan, 2013 : 122).

³ - Ce terme, qui signifie « les Réformes », désigne la période de rénovation de l'Empire ottoman, inaugurée en novembre 1839 avec la promulgation du khatt-i- shârif (charte impériale) de Gülhane par le sultan 'Abd al-Madjid ; cette charte proclame l'égalité de tous les sujets de l'Empire, quelles que soient leur religion et leur nationalité, le droit à la justice pour tous, une juste répartition des impôts, l'institution du service militaire avec réorganisation de l'armée. Par la suite, d'autres réformes sont introduites : sécularisation du droit criminel et d'une partie du droit civil (1847), création de nouveaux types d'enseignement (écoles primaires avec instituteurs appointés par l'État [1845], écoles primaires supérieures, lycée de Galata-Saray à Istanbul [1868], université à Istanbul). Le gouvernement central est réorganisé à l'européenne avec des ministères, un Conseil d'État et une Cour suprême de justice ; les provinces sont elles aussi réorganisées. Le principe des réformes avait été réaffirmé par le khatt-i hümayün (rescrit impérial) de 1856.

Par cet édit, il est décidé que tous les sujets de l'Empire sont égaux, sans distinction de religion ou de nationalité, que la loi est la même pour tous, que chacun versera directement à l'État des impôts en proportion de sa fortune, que le service militaire est institué et effectué par tirage au sort. (Universalis) ; Nevejeans, 2017-2018 :8-9)

chemins de fer, source de vives tensions entre les grandes puissances (Bozarslan, 2013 : 176-177)⁴. Le chantier le plus spectaculaire relie les Villes Saintes du Hedjaz à Damas : officiellement, pour faciliter le pèlerinage à La Mecque ; officieusement, pour faciliter l'acheminement de troupes vers des régions turbulentes.

Le problème de cette modernisation est qu'elle se fait en partie sous la houlette de compagnies européennes. Mais la politique est payante, les rendements agricoles doublant dans certaines régions, et les régions ainsi desservies voyant leur population augmenter, alors que l'Empire dans son ensemble était en situation de déperdition démographique (Bozarslan, 2013 : 177 ; Nevejean, 2017-2018 : 14-15). C'est ainsi que les provinces arabe de l'empire ottoman vont voire un réveil qui va marquer une ère de « printemps arabe », en revanche, l'empire ottoman va accentuer son propre auto-décomposition.

3. Naissance du nationalisme arabe :

3.1. Le contexte ottoman.

L'affirmation d'une solidarité panislamique traduit, à partir des années 1870, l'émergence de consciences ethniques. Turcs et Arabes retrouvent dans leur passé et leur culture quelque chose de glorieux, de valorisant. Dans l'Empire ottoman se met rapidement en place une réelle distinction ethnique entre Turcs et Arabes. Cette montée des identités ethniques est perçue par Henry Laurens comme le produit des réformes et de l'accroissement des moyens de communications : hommes, idées et marchandises se diffusent dans l'ensemble de l'Empire. Les difficultés des années 1876-1882 font réapparaître des tensions politiques, ainsi que des projets « séparatistes » visant à la constitution d'un grand « royaume arabe » en Syrie. Le délitement territorial de l'Empire ottoman dans les Balkans ne fait qu'aider à la construction de ces projets : certains pressentent qu'il n'y en a plus pour longtemps avant un éclatement pur et simple (Nevejeans, 2017-2018 :26).

Abdülhamid comprend parfaitement le malaise profond des provinces syriennes, et sait que les pertes dans les Balkans font statistiquement augmenter la proportion de musulmans dans l'Empire. L'essentiel de la politique « hamidienne » consiste dès lors en l'abandon de l'ottomanisme, et en l'octroi d'une forme nouvelle d'autonomie aux communautés pour gérer leurs affaires intérieures. En parallèle, le souverain se présente de plus en plus systématiquement comme calife, et parle officiellement au nom de l'Islam et des musulmans. L'historien Laurens précise que : « La propagande « hamidienne » tourne donc autour d'une certaine forme de panislamisme, aussi perçu comme un projet à usage interne destiné à assurer l'intégration, même sous forme fédérale, des provinces arabes dans l'Empire » (Laurens 2015 : 92).

⁴ - D'après R. Mantran, le total des voies ferrées passant de 1800 kilomètres en 1878 à 5800 en 1908 ; La Syrie et le Hedjaz, favorisés, se voient recouvrir de 2350 km de voies, contre 1850 pour l'Anatolie (Mantran, 1989 : 535).

3.2. le facteur balkanique :

Stratégiquement, la Turquie d'Europe ou Roumélie (l'appellation occidentale de l'époque) c'était la fenêtre de l'Empire sur l'Occident ; les enjeux stratégiques de cette région soumise à l'administration ottomane depuis le 14^{ème} siècle laissent les grandes puissances faire pression sur les dirigeants ottomans pour qu'ils entreprennent des réformes structurelles dans l'économie, le politique et, surtout, sociopolitique envers ses sujets (chrétiens ou musulmans). Mais par réformes, elles (les grandes puissances) entendaient le maintien de leurs privilèges (les « capitulations »), l'ouverture accrue de l'Empire aux intérêts européens, la protection et l'autonomie des communautés chrétiennes va accentuer le sort de l'empire ottoman.

Exposés à des courants révolutionnaires plus puissants, qui balayent tout le continent européen, les peuples/sujets chrétiens vont accèlerer leur combat « nationaliste » sur l'un des piliers des réformes ottomanes, initiées par Mahmoud II, *les Tanzimates*. C'est ainsi qu'après l'annonce des *Tanzimat*, puis le *Hatt-i Hamayoun* de 1856 accélèrent le processus de radicalisation nationaliste des peuples balkaniques : bulgares, serbes, grecs, roumains, macédoniens, bosniaques...etc. les deux décrets cités vont instituer un statut « politico-religieux » pour les communautés chrétiennes de l'empire : le *Millet*, dont *millet bachi* ; ainsi ce statut dit *millet* ce transforma en un moyen de lutte identitaire et nationaliste. Confronté à ce militantisme de plus en plus tourné vers un horizon insurrectionnel, la réponse de la sublime porte allie la répression à la déportation dans des contrées lointaines. La révolution jeune-turque (1908-1909) contre le règne d'Abdülhamid II précipite le réveil des irrédentismes balkaniques.

Les passions nationalistes vont se métamorphoser avec les mobilisations militaires⁵ et vont transformer cette région en fragments d'états-nations issu des « compromis » des grandes puissances à Berlin 1878, et de Bucarest 1913, puis de Versailles 1919 ; ainsi la crise balkanique va changer la carte politique de l'empire ottoman, en premier lieu, ces provinces arabe.

3.3. les missions catholiques en Orient : facteur de pénétration impérialiste.

Les missions latines en Orient ne datent pas du XIX^e siècle ; les premières fondations missionnaires en Orient sont anciennes et remontent au XIII^e siècle, quand les ordres mendiants prirent la route de l'Orient Jusqu'aux années 1930, ce sera l'âge d'or des missions latines au Levant⁶. Elles connurent à l'époque moderne une première expansion, avant de refluer à la fin du XVIII^e siècle⁷ ; mais durant la période 1830-1860, le mouvement

⁵ - En fait, au début, ces mobilisations militaires avaient pris une forme de révoltes populaires revendiquant les réformes sociopolitiques, mais qui se sont évolués aux guerres pour l'indépendance : Grecs 1821-1830, Serbes, Monténégrins, Bulgares, Roumains, Bosniaques et Macédoniens entre 1875-1878, puis 1903, 1912-1913.

⁶ - Le levant englobe dans le découpage administratif ottoman le Liban, la Syrie, la Jordanie et la Palestine, sous forme de Sandjak, l'équivalent de districts administratifs.

⁷ - Ce que les Européens appellent au XIX^e siècle la Syrie, doit à sa proximité avec la Terre Sainte d'être une ancienne terre de mission. Les Frères mendiants s'y installent au XII^e siècle. Les Franciscains y possèdent plusieurs maisons étant la Grèce. Elle compte alors dix-huit couvents. La chute du royaume latin de Jérusalem et la conquête des Mamelouks sonnent le glas de ces premières missions ; seuls les franciscains demeurent à

prend son essor. Une multitude de congrégations venues d'Occident investissent le Proche-Orient ; la proximité de la Terre sainte et les réformes entamées par le gouvernement ottoman dans le cadre des *Tanzimat*, qui allait susciter l'effervescence des déférentes communautés vivant dans l'empire à « s'auto-disposer d'eux-mêmes », va affaiblir d'avantage l'empire ottoman ; chose qui va profiter aux puissances européennes de l'époque d'injecter leurs missionnaires afin de servir leur politique expansionniste impérialiste. Les tâches confiées à chaque congrégation missionnaire est de servir les populations locales et de s'adapter à leurs demandes : Instruire, soigner, assister et encadrer les fidèles.

La France intervient fréquemment dans l'installation des religieux latins, soit pour les encourager, comme les lazaristes ou les Filles de la Charité au début du XIXe, soit pour contrecarrer leurs projets. Les notables locaux peuvent aussi user de leur influence. Les jésuites ont ainsi reçu leurs premiers terrains des émirs de la montagne libanaise, les Chihâb-s et les Abïllama ; En 1831, c'est à la demande de Mgr Mazlum que les jésuites partent en Syrie pour prendre la direction du séminaire grec melkite d'Ain Traz Après 1860, c'est à la demande du Mutassarif Daoud Pacha et du consul de France qu'ils s'installent à Deir el Qamar

Les lazaristes et les jésuites sont les premiers à reprendre leur apostolat en Orient. En 1828, M. Poussou, lazariste, ouvre la maison de Damas, fermée depuis 1805. En 1831 il accueille deux nouveaux confrères tandis que trois jésuites débarquent à Beyrouth. Entre 1840 et 1845 la mission de Syrie compte cinq membres, quarante en 1860, la mission des PP. capucins connaît huit missionnaires en 1844, douze en 1855, treize en 1879. Les années 1840 sont aussi celles de l'arrivée des premières congrégations féminines : les filles de la Charité, qui s'installent à Beyrouth en 1847, puis à Damas en 1854. Les sœurs de Saint Joseph de l'Apparition arrivèrent à Beyrouth et s'implantent en Terre Sainte entre 1853 et 1860 ; on trouve le collège des franciscains à Alep 1861, Les Dames de Nazareth, présentes en Palestine depuis 1858, fondent une maison à Beyrouth en 1866, suivi par les fondations comme le séminaire Sainte-Anne de Jérusalem, tenu par les Pères Blancs qui ouvre ses portes en 1882. Les Frères des Ecoles chrétiennes, comme les sœurs du Bon Pasteur d'Angers, qui se sont d'abord installés en Palestine, gagnent la Syrie dans les années 1890. En 1911, c'est au tour des Franciscaines missionnaires de Marie de venir grossir les rangs des missionnaires de Syrie.

Les activités missionnaires reprennent sous le Mandat (Français surtout) à partir de 1920, ce Mandat renforce encore le poids du gouvernement français, qui, utilise les compétences des missionnaires pour servir sa politique ; alors, les congrégations féminines investissent le terrain : les carmélites apostoliques de Saint-Joseph ouvrent une maison à Lattaquié en 1921, les sœurs de Saint Joseph de Lyon prennent pied en Syrie en 1922, les Franciscaines de l'Immaculée Conception en 1933, les sœurs de Jésus Réparateur en 1935.. Après les troubles du début du XIXe siècle qui culminent avec la guerre civile et les

Jérusalem pour garder les Lieux Saints. Les espoirs de croisade, encore vifs jusqu'aux années 1730-1740, puis, au XVIIIe siècle, l'idée du déclin de l'Empire ottoman, motivent de nouveaux départs.

massacres de 1860⁸, la région entre dans une période de paix, propice au développement des œuvres missionnaires. Le déclin de l'Empire ottoman et son corollaire, l'accroissement de la protection consulaire, les soustraient aux autorités locales. Les missionnaires jouissent ainsi d'une plus grande liberté. Après la Grande Guerre, la protection n'a plus lieu d'être et les missionnaires font bon accueil à la domination française.

Les chrétiens de l'Empire qui bénéficient des libertés que leur ont accordé les *Tanzimat* tirent désormais pleinement parti de leurs liens avec l'Europe, notamment en matière commerciale. Leur dynamisme n'est pas seulement économique mais aussi démographique. La population de la Montagne libanaise atteindrait, et nourrit après 1860 un fort courant migratoire vers Beyrouth dont la population double entre cette date et la fin du siècle. Les événements de 1860 vont impulser à ces premières installations un nouvel élan. Bénéficiant de la manne financière venue d'Europe, rassurés par le nouveau statut du Mont Liban désormais garanti par les cinq puissances européennes.

Les missionnaires travaillent d'abord à « la régénération morale » (expression faite par des missionnaires jésuites du XIXe siècle) de ces Eglises que le « joug turc » ; l'affaiblissement de l'Empire ottoman, dont le sultan, « est contraint de se soumettre presque à la loi de ses pachas », ouvre une brèche et permet d'envisager l'ouverture de séminaire en Orient. Le programme comprend l'étude des dialectes arabes, turque et italienne, celles des différentes communautés (grec, arménien, syriaque, copte, perse, chaldéen), mais aussi la géographie, le latin, l'histoire, les mathématiques, la physique, et les cours de sciences sacrées chez les peuples d'Orient. L'éducation du clergé constitue un moyen de lutter contre la décadence des Eglises orientales. A leurs yeux, les réformes d'inspiration occidentale entreprises par la Sublime Porte au milieu du XIXe siècle, puis la désagrégation de l'Empire doivent être lues comme autant de manifestations du déclin de l'Islam.

Les établissements congréganistes accueillent aussi des élèves musulmans, le cas de la faculté de médecine de l'Université Saint-Joseph, A partir de 1925, les autorités françaises soucieuses d'étendre leur influence au-delà des communautés minoritaires encouragent « l'entreprise de pénétration musulmane » menée par les institutions missionnaires. A la veille de la guerre, le collège des frères maristes de Damas compte 95% d'élèves musulmans ; Les jésuites se livrent à différentes tentatives envers les druzes et les ismaéliens. Les wahhabites n'échappent pas non plus au zèle d'un de leur missionnaire, le P. Cohen-Palgrave qui explore la péninsule arabique au début des années 1860 ; Sous le Mandat les fils d'Ignace prêchent dans le jabal Ansariyya pour convertir les alaouites ; En 1936, elles sont fréquentées majoritairement par des druzes. Ainsi ces Eglises orientales catholiques se considèrent comme « ministère de secours et de renfort »⁹. Inspirent les élites proches orientales pour se convertir

⁸ - Durant l'été 1860 éclate au Mont Liban une guerre opposant maronites et druzes. Ce conflit lié aux transformations économiques et sociales que connaît la région depuis le début du siècle tourne rapidement à l'avantage des druzes, favorisés par la passivité des autorités ottomanes. Des massacres sont perpétrés à Deir el Qamar et Zahlé, deux cités dont la postérité témoigne de l'enrichissement des chrétiens, à Hasbaya et à Rachaya. Le point d'orgue est atteint à Damas où durant trois jours le riche quartier chrétien est livré au pillage et sa population passée par le fil de l'épée.

⁹ - Pour plus d'informations sur ce sujet, voir : MICHEL P, « Les missions latines en Orient », in Revue de l'Orient chrétien, supplément trimestriel, 1896, pp.91-137 ; 1897, p. 94-119 et p.176-218.

à la modernité occidentale : l'instabilité, l'affrontement et la cohabitation imposée vont marquer le processus de construction national des peuples de cette région.

3.4. La *Nahda* précurseur de nationalisme politico-religieux.

La définition orientaliste, traduisant le terme arabe *Islah*, désignant la capacité de la communauté des Musulmans à se régénérer. Avec l'*Islah*, il s'agit de corriger les déviances de la communauté, les innovations blâmables en particulier. Le réformisme a aussi à voir avec des transformations sociales et économiques de grande ampleur. La démographie, l'essor urbain, le développement des échanges avec le reste du monde, le développement des modes de vie vers une occidentalisation des mœurs, le développement de l'instruction et des médias sont autant de facteurs déclencheurs de la *Nahda*.

Qui sont ces réformistes ?

La figure tutélaire du réformiste musulman est attachée à la fin du XIXe siècle, avec des personnages comme Jamal al-Din al Afghani ou Muhammad Abduh (1848-1905). De son vivant, Muhammad Abduh, ouléma de haut-rang, mufti d'Égypte, est une « star » du réformisme musulman. Ayant beaucoup voyagé, il profite de ses réseaux considérables, notamment pendant son exil après 1882 (il a soutenu la révolte « Urabiste », dirigée par Ahmed Orabi contre les Anglais). Il part notamment pour Paris où il fonde avec al-Afghani la revue « Le lien indissoluble » « العروة الوثقى », journal en arabe publié pendant quelques mois. Muhammad Abduh est en effet un homme de presse en plus d'être un ouléma. En 1898, il soutient la fondation *d'al-Manâr* par Rachid Rida, l'un de ses disciples. Ces hommes religieux, souvent oulémas, deviennent des figures intellectuelles assez connues, à moitié journalistes et à moitié intellectuels. Ainsi Rida portera-t-il, jusqu'à sa mort en 1935, l'habit blanc des oulémas (Nevejean, 14 : Djerrad, 1987 : 32).

Le réformisme passe cependant par autre chose que la religion. Ce qui rend leur discours audible, c'est justement le fait qu'ils ne disent pas des choses spécifiques à la religion. Leur instrument privilégié, c'est la plume : la presse devient un outil de diffusion des idées, de prédication à grande échelle. La presse est un bon moyen de diffuser autre chose que des articles inédits, des conférences, des sermons et des khutba-s. Les éditeurs des journaux racontent, souvent sous la forme de feuilletons, leurs visites du monde musulman et de l'Europe, reprenant la vieille tradition littéraire de la *rihlah*. Les premiers romans, comme le théâtre, sont alors des formes littéraires prisées pour la diffusion des idées réformistes (Nevejean, 14 : Djerrad, 1987 : 33).

Quelles sont ces idées ?

Le réformisme musulman est fondé sur le constat d'un retard, perçu comme civilisationnel, et essentiellement conçu sur la base d'une « avancée » plus grande des puissances européennes. Le réformisme vise donc à rattraper ce retard. Mais quelles en seraient les causes ? Le despotisme est visé en premier. Ce qui est dénoncé, c'est le despotisme politique, dans la mesure où il n'y a pas (ou plus) de contre-pouvoir. Les expériences constitutionnelles enterrées, il devient facile de dénoncer le despotisme, d'autant

plus que les despotes locaux sont protégés des empires coloniaux occidentaux. Par conséquent, le sultan ottoman, et plus particulièrement la figure califale, fait l'objet de débats parmi les réformistes autour de sa légitimité à exercer le pouvoir. En général, et Muhammad Abduh en est un bon exemple, les réformistes considèrent que les Ottomans sont des usurpateurs du califat, mais que leur capacité à unifier est trop pratique pour être abandonnée. Autrement dit, le calife n'est pas tout à fait légitime, mais s'il peut renforcer l'identité musulmane, alors autant lui faire confiance.

L'avantage, c'est que cela sous-entend qu'il est possible de déposer un tel souverain s'il ne remplit plus les conditions minimales. Dans les faits, Abdülhamid II perd beaucoup de crédit auprès des réformistes, avec la suspension de la constitution, puis les massacres en Arménie : ce sont les réformistes qui commencent à l'appeler le « sultan rouge ». Quels sont les remèdes de ces maux pour les réformistes ? L'éveil des Musulmans, et, par-dessus tout, leur éducation. Dans la mesure du possible, il s'agit d'éviter la révolution, préférer un changement de long cours, par le bas. À la rigueur, les réformistes acceptent le renversement du régime despotique par la constitution : c'est ce mot – *inqilar* – qui désigne d'ailleurs les révolutions des années 1900 dans l'Empire ottoman. L'*inqilar* considère la révolution comme le renouveau de la réforme, une évolution perpétuelle de la société vers le progrès et vers la révolution (Nevejeans, 2017-2018 :26).

Le rôle des revues, c'est justement d'éveiller les esprits, de mobiliser contre les collusions entre despotisme et colonialisme/impérialisme. Toujours aussi, les réformistes musulmans en appellent à l'unité de l'*Umma* : le réformisme est empreint de panislamisme. Surtout, les réformistes prônent une culture du juste-milieu. Ce juste milieu se construit par des contre-modèles. Ainsi le riche occidentalisé apparaît comme condamnable. L'autre contre-modèle, c'est celui de la masse ignorante, superstitieuse, qui pense que les saints font des miracles et pas la médecine.

Concrètement, il s'agit d'opposer culture populaire et culture savante. Ce qui est rejeté, c'est l'imitation, l'imitation totale de la coutume islamique, mais aussi de l'occident. C'est pour ces raisons que Muhammad Abduh cautionne des pratiques interdites pour les Musulmans qui ne vivent pas dans le Dar al-Islam : il s'agit de montrer la compatibilité entre islam et rationalité.

Qui est touché par le réformisme musulman ?

Le public visé est essentiellement celui d'une classe moyenne, urbaine, éduquée, modernisée. Nombre des lecteurs des revues réformistes sont des oulémas, intéressés par des idées différentes, mais aussi en parties condamnées. Il ne faut pas oublier en effet que le réformisme n'est qu'un mouvement parmi d'autres, qui plus est minoritaire : les écrits traditionnels sont largement majoritaires dans les publications (Philippe Lannois, 1980 : 70).

Donc, la nationalité renvoie d'abord au sentiment d'appartenance, à une identité commune. En 1869, l'Empire ottoman se dote, en effet, d'une loi de nationalité, qui prend clairement place dans le *Tanzimat* (1839-1876). L'idée est alors de défendre la souveraineté du pays en renforçant les fonctions régaliennes : définir qui est ottoman constitue alors un

enjeu crucial, accompagné d'un autre discours, sur la pureté arabe de l'islam, discours qui se développe dans le cercle intellectuel autour de Muhammad Abduh, puis de Rachid Rida. Dans les colonnes d'*al-Manâr*, ces derniers reprennent l'idée que l'avenir doit passer par un retour à la pureté des valeurs originales (arabes) de l'islam. Pour eux, les Ottomans sont coupables d'adoption de lois contraires à la loi islamique et aux désirs des sujets, d'une trop grande centralisation du pouvoir, de l'irresponsabilité des fonctionnaires et de l'absence des gouvernés.

Par opposition, les Arabes sont décrits comme de bien meilleurs musulmans, ils contrôlent les Lieux saints de l'islam et disposent de meilleures cultures et langues. Là tiennent les idées d'al-Kawakibi (1849-1902), Syrien participant à l'entreprise *al-Manâr*. D'autres nationalismes arabes existent à l'époque, notamment des formes plus européanisées, où l'islam n'est absolument pas la référence première. En parallèle, le nationalisme apparaît en réaction aux premières entreprises de colonisation, notamment en Égypte contre les Anglais (Nevejeans, Ses 2018 : 27-29).

En Égypte, le mouvement national réapparaît sous la direction d'un jeune avocat, Mustafa Kamel (1874-1908), qui tente de jouer sur l'opposition entre Britanniques et Français (Fachoda). Sur le plan intérieur, Kamel affirme que les Égyptiens ne doivent pas perdre courage, réclamer sans trêve leur indépendance, être fier de leur nationalité. Son nationalisme est d'abord sentimental, très influencé par les méthodes occidentales de gens comme le Français Maurice Barrès. Il profite du régime de liberté d'expression instauré par Lord Cromer pour s'exprimer presque librement. Kamel insiste également sur l'appartenance ottomane et islamique de l'Égypte, ce qui lui vaut le titre de pacha, accordé par Abdülhamid en 1904. Son nationalisme égyptien est lié à un projet d'établissement d'une constitution libérale et parlementaire.

Cependant, il n'est jamais réellement écouté, son ton populiste faisant penser à d'éventuels débordements (Laurens, 2015 :103-105). Principalement du fait des mouvements massifs de population sur le territoire de l'empire. Dans la loi de 1869, la citoyenneté ne dérive pas d'un principe territorial, mais repose sur un mode de transmission patrilinéaire, dérivé de la structure familiale islamique. Deux compléments à cette définition filiale de la citoyenneté : sont également réputés sujets ottomans les résidents de l'Empire dont les parents ne sont pas connus comme ayant une autre nationalité ; il est possible d'obtenir la nationalité ottomane sur demande, au cas par cas. Dans le cadre de la Palestine et des premières *alya-s*, l'idée est de permettre la naturalisation des immigrés juifs, de manière à prévenir la constitution d'une minorité étrangère en Palestine : juridiquement, les immigrés juifs sont ottomans avant d'être juifs. Autrement dit, c'est un cadre géographique qui définit la nationalité ottomane (Lannois, 1980 :73).

Dans le cadre de cette nationalité et de cette domination territoriale de l'Empire ottoman, se pose la question des premières oppositions au régime « hamidien ». En effet, la jeune génération des réformistes et des libéraux revendiquant le retour à la constitution de 1876 commence à réclamer l'indépendance des provinces arabes de l'Empire, selon une

conception ethnique, linguistique et culturelle de la nation. Ces revendications correspondent au courant du (pan) arabisme¹⁰, et non plus du panislamisme¹¹.

3.5. L'apport des chrétiens arabes :

L'impact des missions d'Orient ce fut de resurgir au niveau de l'émancipation des chrétiens arabes d'Orient qui tinrent une place cruciale dans ce mouvement de la *Nahda* ; notamment parce que la scolarisation effectuée par les missionnaires occidentaux, protégés par les accords des Capitulations, avait formé une élite intellectuelle alors que l'enseignement traditionnel dans les madrasas coraniques ne permettait pas d'acquérir les concepts permettant les analyses en termes politiques modernes. Une grande partie de l'élite intellectuelle arabe sera constituée de chrétiens, mieux instruits et plus ouverts sur l'extérieur. Nassif Al Yazigi est bien caractéristique de cette première génération de la *Nahda* du premier 19^e siècle : catholique de rite grec, il dut son ascension sociale à sa place dans l'administration impériale, mais il fut aussi un savant, valorisant la langue arabe, notamment en contribuant à la traduction de la bible en arabe. En 1847, il contribua, avec l'écrivain au savoir encyclopédique Boutros Boustany, à la création de la Société des Arts et des Lettres à Beyrouth, qui devait promouvoir la littérature en langue arabe. Les frères Salim et Richard (Beshara) Taqla, Libanais eux aussi émigrèrent en Égypte pour y bénéficier d'une plus grande liberté de la presse et fondèrent le quotidien *Al Ahram* (Les Pyramides), un des premiers journaux égyptiens. L'influence de la philosophie des Lumières et des acquis de la Révolution française se développait en même temps auprès des sultans qui entreprirent de réformer les structures de l'État. Mohamed II (1808-1839) modernisa la Fonction publique, Abdelmajid I^{er} promulgua le Hatt-i Charif du 3 novembre 1839 et le Hatt-i Homayoun du 18 février 1856, lois organiques qui établissaient l'égalité des sujets musulmans et non musulmans de l'Empire, sans toutefois que la liberté religieuse soit complète, et des élections parlementaires. En 1865, les « Nouveaux Ottomans » adoptent les principes de « liberté, égalité, fraternité » dans un contexte coranique. Mais la réaction des antiréformistes, soutenus par le sultan Abdelhamid après son intronisation en 1876, conduira à des massacres de chrétiens en Syrie et dans le Chouf libanais entre 1850 et 1860, puis d'Arméniens et d'Assyro-chaldéens en Anatolie à partir de la décennie 1880. Les nationalistes arabes cependant, indifféremment chrétiens et musulmans, organiseront à Paris en juin 1913 le premier Congrès arabe consacré à l'indépendance, avant que la Première Guerre mondiale entraîne la chute de l'Empire ottoman.

Dans la période de la pré-indépendance, sous le régime des mandats français et britannique, jusqu'en 1946, les communautés chrétiennes bénéficient de leurs infrastructures scolaires, caritatives, hospitalières, et voient leur niveau de vie s'améliorer. Leurs notables

¹⁰ - Le panarabisme : Idéologie politique, un mouvement politique, culturel, et idéologique fortement séculier qui vise à réunir et à unifier les peuples arabes. Il se propose de défendre l'identité arabe. Le chérif de La Mecque Hussein ben Ali est fréquemment considéré comme le fondateur du panarabisme (Dictionnaire français La rousse).

¹¹ - Le panislamisme est un mouvement politico-religieux réclamant soit l'union de toutes les communautés musulmanes dans le monde, soit l'union des territoires considérés comme musulmans, généralement sous la direction d'un calife et « commandeur des croyants ». C'est une forme d'antinationalisme (Dictionnaire français La rousse).

participent à l'administration locale, connaissant les langues des mandataires anglais et français. Des chrétiens participent à la création des partis indépendantistes au sein desquels la dimension religieuse est remplacée par le nationalisme arabe. Au Liban, le Parti populaire syrien (PPS), qui préconise la création d'une grande Syrie, est fondé par le chrétien Antoun Saadé. En Syrie, le parti Baath (« Résurrection ») est fondé par Michel Aflaq, d'une famille orthodoxe, en liaison avec deux compatriotes sunnite et alaouite, étudiants comme lui à Paris et partisan de l'indépendance de la Syrie. En Égypte, le principal parti nationaliste Al Wafd («La Délégation ») est dirigé par l'avocat Saad Zaghloul, par ailleurs franc-maçon, avec le copte Morqos. Les idées laïques, comme l'affirmation de l'égalité des femmes, rassemblent tous ces militants de l'indépendance. En Syrie, le grand homme des luttes pour l'indépendance, plusieurs fois ministre dans les années 1920 et 1930, le protestant Farés Al Khoury, devient Premier ministre à l'indépendance en 1944 ; le cas de l'Irak sous la monarchie reflète aussi une complémentarité remarquable dans la gestion des affaires de l'état recommandée par un patriarche chaldéen était sénateur, créant ainsi un model arabe inédit¹².

4. Le Moyen Orient (arabe) et la domination coloniale : le cas Égyptien.

4.1. L'Égypte vers la domination anglaise (1876-1882).

L'Égypte n'appartient plus vraiment à la sphère d'influence ottomane depuis les campagnes françaises menées par Bonaparte à la fin du XVIIIe siècle. Après les trois années d'occupation française, elle se trouve tiraillée entre deux prétendants que sont l'Empire Ottoman et les Mamelouks. Les Anglais prétendent quant à eux au rôle d'arbitre. En 1803, les Anglais partent et s'impose un challenger inattendu en la personne de Muhammad Ali, général de la brigade des Albanais ayant pactisé temporairement avec les Mamelouks. Écartant progressivement ces alliés encombrants, il instaure un pouvoir « sultanien » officiellement allié à l'Empire Ottoman (Universalis). Pendant son règne, il mène une politique agressive, participant aux campagnes ottomanes en Grèce et tentant d'envahir la Syrie (entre 1830 et 1842).

En 1876, c'est Ismâ'il, descendant direct de Muhammad Ali, qui règne sur l'Égypte. Répondant aux aspirations d'une élite urbaine, il ouvre au peuple la possibilité de participer à la gestion du pays. Les privilèges capitulaires de son grand-père, qui donnaient au pacha l'usufruit de l'ensemble des terres du pays, sont restreints par l'établissement de tribunaux mixtes (1875). Composés de juges égyptiens et étrangers, ils ont compétence en matière civile, commerciale et pénale. Rapidement, il devient impossible de se soustraire à la loi, ce qui constitue une grande avancée dans un pays rongé par la corruption et les privilèges.

En 1881, des tribunaux nationaux sont créés, et enlèvent aux tribunaux religieux toutes les affaires ne relevant pas du statut personnel. Ces institutions laïques permettront la formation d'une élite d'avocats et de magistrats ouverts aux idées occidentales, et qui fournira à l'Égypte un grand nombre d'hommes politiques. Parallèlement, une réforme de l'enseignement public permet l'ouverture des premières écoles de filles, la réouverture

¹² - pour plus sur ce sujet, voir : René Khawam, L'Univers culturel des Chrétiens d'Orient, Paris, Éditions du Cerf, 1987.

d'écoles d'élites comme Polytechnique ou l'École de Médecine. Le nombre d'écoles publiques ne cesse de croître, passant entre le début et la fin du règne d'Ismâ'il de 185 à 4817 à travers le pays. D'un point de vue économique, on voit les mêmes avancées que pour l'Empire Ottoman, notamment avec la construction d'un vaste réseau de canaux (inauguration de Suez dès novembre 1869) et de chemins de fer (R. Kalisky, 74 : 28).

Le problème de cette modernisation, qui commence dès les années 1850, se révèle justement dans les années 1874-1877. Cette modernisation s'est faite à crédit, et les dettes ont été contractées à des taux usuraires. Pour éviter une catastrophe financière, en 1874, Ismaïl vend les parts égyptiennes du canal de Suez à Disraeli, Premier ministre britannique. Mais deux ans plus tard, le souverain se trouve acculé à la faillite et contraint par les puissances européennes d'accepter l'installation, au Caire, d'un organisme chargé de contrôler les recettes du pays et leur affectation au remboursement des emprunts. C'est la Caisse de la dette publique. À l'ingérence étrangère dans les finances nationales s'ajoute, en 1877, la constitution d'un « Conseil des ministres » formé de trois personnes, un Français, un Anglais et un Égyptien (De Gayffier-Bonneville, 2016 : 140-147).

En effet, l'Angleterre et la France, qui sentent le gouvernement égyptien vaciller, tentent de s'y insérer, ce qu'ils peuvent faire assez facilement en raison de leurs intérêts financiers. Il s'ensuit une explosion nationaliste, qui prend l'année suivante la forme d'un soulèvement de l'armée, conduit par 'Urabî, l'un des premiers officiers supérieurs égyptiens promus à la suite des réformes de Sa'îd. Ismaïl, fort de l'appui de l'opinion publique, chasse ses ministres étrangers mais, sur l'ordre de la Porte poussée par la Grande-Bretagne, il doit abdiquer le 25 juin 1879. Son fils aîné, Tawfiq, accède au pouvoir mais doit composer avec 'Urabî, devenu le chef de l'opposition par son « Parti national », et rapidement nommé ministre de la Guerre. Porté par le mouvement nationaliste populaire, il favorise la révolte armée contre l'ingérence étrangère. La flotte anglaise bombarde Alexandrie en juillet 1882. Le pays est occupé militairement par la Grande-Bretagne, 'Urabî capturé le 13 septembre 1882 à *Tell el-Kébir* et l'armée licenciée. À partir de 1882, l'Égypte est officiellement sous domination anglaise, en tant que colonie (Kalisky, 1974 : 29).

4.2. Les transformations de l'Égypte sous la domination britannique (1882 – v. 1905)

Les années 1882-1900 sont pour l'Égypte une période de prospérité et de transformations. Les Britanniques prolongent leur occupation. Juridiquement, l'Égypte reste une terre ottomane, avec un *khédive* héréditaire (Tawfiq jusque 1892, puis 'Abbâs Hilmî II jusque 1914), un gouvernement et une administration propres. Dans les faits, c'est le consul général de Grande-Bretagne qui oriente la politique égyptienne, des conseillers britanniques étant présents à tous les postes clés. L'Égypte est donc dans une situation de protectorat qui ne dit pas son nom, fortement lié à Lord Cromer (1841-1917), en poste au Caire de 1883 à 1907. L'idéal politique de Cromer, le *good government*, est celui d'une relative liberté, touchant notamment la presse (régime qui fait de l'Égypte le lieu idéal de publication pour la période).

En 1883, des instances consultatives partiellement élues voient le jour, notamment un Conseil législatif et une Assemblée générale, remplacées par une Assemblée législative en 1913. D'autres réformes vont dans le même sens, avec un strict contrôle des dépenses

publiques, l'abolition de la corvée (1890), l'établissement d'un état-civil (1891) et d'un Département de statistique générale (1905). L'Égypte de la fin du XIXe siècle est donc un pays de relatives libertés, fait d'autant plus marquant qu'il constitue une exception au Moyen-Orient, quand le régime d'Abdülhamid II ne cesse que de s'enterrer dans une politique policière et répressive (ce qui fait aussi de l'Égypte un lieu d'exil politique) (Gayffier-Bonneville, 2016 : 57).

La présence britannique se renforce dans les années 1890, en dépit des contestations du nouveau *khédive*, 'Abbâs Hilmî II (1892-1914). En janvier 1893, le jeune khédive est contraint à un changement de gouvernement. Mais la résistance du khédive est perçue très positivement par les Égyptiens, participant au renforcement du sentiment national. Dans les années 1890, après de nombreux débats parlementaires, les Britanniques décident de maintenir leur présence, puis de l'accroître en dépêchant sur place du personnel d'administration. Ce renforcement de l'action britannique en Égypte s'accompagne d'une politique volontaire de modernisation économique du pays (Dupont, Mayeur-Jaouen et Verdeil, 2016 :113-114).

5. Le Moyen-Orient entre guerre(s) et révolution(s) (1914-1924).

La période qui s'ouvre en 1914 est décisive pour le Moyen-Orient. La guerre s'importe dans une région fragilisée sur le plan interne : le Moyen-Orient tel qu'il existe encore en 1914 ne peut pas y survivre. En 1918, l'Empire ottoman, encore existant sur le papier, est déjà mort en son sein. La fin de la guerre est utilisée par la France et l'Angleterre pour se partager une grande partie du Proche-Orient, depuis la Méditerranée jusqu'au cœur de la Mésopotamie. À bien des égards, ces conséquences géopolitiques de la Première Guerre mondiale enclenchent une nouvelle phase de l'histoire politique interne du Moyen-Orient (Cloarec, Vincent & Laurens, Henry, 2003 :38).

Les sociétés moyen-orientales dans la guerre, cette guerre touche les sociétés de différentes manières. La mobilisation et la conscription, mais aussi le jeu des alliances, enrôlent les populations du Moyen-Orient dans un conflit qui ne devrait à première vue pas les concerner. L'extension de la guerre, dans l'espace et dans le temps, favorise le développement de situations alimentaires et sanitaires difficiles ; l'état de guerre accélère et durcit les politiques répressives menées par les différents régimes en place. Près de 300 000 soldats arabes, dont 100 000 conscrits sont envoyés par l'Empire ottoman sur les différents théâtres d'opérations. Les Anglais mobilisent près de 70 000 Égyptiens.

En Syrie, Ahmet Cemal Pacha (nommé gouverneur avec tous les pouvoirs civils et militaires) impose un régime de loi martiale sans concessions pour les présumés traîtres. Des nationalistes et des réformistes arabes sont exécutés sans ménagement, pour l'exemple. Ce régime de terreur vaut à Cemal Pacha le doux surnom de « verseur de sang » (*al-saffah*) et à la domination ottomane une image très négative. D'un point de vue économique, la situation est d'autant plus catastrophique que le gouvernement ne paie plus qu'en papier-monnaie et centralise le numéraire en métal précieux. Seule la contrebande permet de survivre (Nevejeans, 2017-2018 :38).

Outre les réquisitions, la province syrienne connaît les rationnements et même une série de famines en 1915-1918, qui provoquent un ressentiment profond et des résistances aux demandes de l'administration ottomane. La famine et les épidémies qui vont avec font 500 000 morts. À tort ou à raison (ce sont les Français qui ont organisé le blocus d'approvisionnement en blé, pas les Turcs), les Turcs sont tenus pour responsables de cette situation. Cependant, la population des provinces de l'Empire ottoman reste globalement attentiste, et même plutôt « ottomaniste » dans sa majorité. Il ne faut pas voir la révolte arabe de 1916 comme ralliée de toutes parts par l'ensemble ou presque des populations. C'est un mouvement politique, un peu social, expliqué par le ressentiment précité, mais pas une réelle lame de fond (Bouquet, Pétriat et Vermeren, 2016 :182-185).

6. La Révolte arabe de 1916.

En pleine guerre mondiale, s'ouvre le cycle des révoltes arabes. En 1916, un grand mouvement panarabe, sous la conduite des Hachémites, se met en place. C'est lui qui va déstabiliser considérablement l'Empire Ottoman. Ces mouvements révolutionnaires, situés dans le contexte de l'Empire en guerre, sont l'occasion de prises de parole venues non seulement des milieux urbains nationalistes organisés, mais aussi des zones rurales, et, plus tard (années 1930), des syndicats ouvriers. D'où leur intérêt dans le cadre d'une histoire sociale du Moyen-Orient contemporain (Dakhli, 2015 : 17).

Le début du XXe siècle est marqué par l'émergence d'un véritable sentiment d'appartenance à une communauté de la part des populations arabes. Le monde arabe de l'époque des Jeunes Turcs est en pleine effervescence, et s'oriente rapidement vers la solution indépendantiste. Hors d'Istanbul, la presse du monde ottoman est largement arabophone. Paradoxalement, cette « montée du panarabisme » s'inclut toujours dans le cadre de l'Empire ottoman. Les discussions entre les partisans d'une indépendance « panarabiste » portent toujours sur la place de la Sublime Porte, qui serait pour la majorité souveraine officielle des États arabes créés. Au fond, tout le monde se sent ottoman.

L'autre paradoxe de cette révolte, c'est qu'elle ne peut exister sans le soutien des forces citadines issues de l'Empire. En fait, la résistance menée par les Hachémites ne rencontre la bienveillance des notables que grâce à l'évolution tyrannique et paranoïaque du gouvernement ottoman des Jeunes Turcs. L'Empire n'offrant plus la stabilité qui fondait son acceptation, les Arabes tentent de conquérir leur indépendance (Dakhli, 2015 : 20).

Dès le début de la guerre, les comités politiques arabes se lancent dans un double jeu: tout en réaffirmant leur loyauté à l'égard de l'Empire, ils établissent des contacts secrets avec les alliés, notamment via l'Égypte, où de nombreux Syriens résident. La ligue de la jeunesse arabe (*Al-Fatat*), qui a transféré son bureau central à Damas, entre en relation avec les chefs de tribus des déserts syriens pour préparer une révolte de grande ampleur (Cloarec et Laurens 2003 : 29).

La composition arabo-syrienne de la IV^e armée, stationnée dans la zone, pousse les révolutionnaires à enclencher l'action. *Al-Fatat* se tourne vers la Péninsule arabique, et, face au dédain d'Ibn Sa'ud, s'allie au chérif de La Mecque (Hussein ben Ali)¹³.

Ce dernier envoie son fils Faysal à Damas en avril 1915, et affirme la nécessité de s'allier à l'armée britannique pour réussir quelque insurrection que ce soit. C'est dans ce contexte qu'est rédigé le « protocole de Damas », qui prévoyait l'application des revendications arabes d'une part, et britanniques de l'autre. En juin 1915, le chérif Hussein s'engage à déclencher la révolte au cours de l'année suivante (Lannois, 1980 : 73).

Dès l'hiver 1915, informée de l'imminence d'une révolte de grande ampleur, la IV^e armée est déployée sur place. À partir de l'été 1915, un tribunal militaire ottoman en Syrie est chargé d'arrêter et de juger toutes les personnes engagées dans des mouvements nationalistes arabes. Ces derniers sont décapités, pour la plupart littéralement. L'insurrection dépend alors totalement du mouvement mecquois. La révolte arabe est effectivement déclenchée dans le Hedjaz le 10 juin 1916. Le chérif Hussein accompagne son mouvement insurrectionnel d'une proclamation officielle où il accuse les Ottomans d'impiété, mais sans aborder la question du nationalisme arabe (Cloarec et Laurens, 2003 :34).

L'insurrection gagne rapidement du terrain dans la péninsule arabique, prenant la plupart des villes du littoral, sauf Médine où un fort contingent militaire ottoman résiste. L'intervention de militaires britanniques et l'envoi de matériel des membres de l'Entente réorientent l'insurrection vers le Nord, s'emparant de la porte d'Akaba (juin 1917). Faysal s'avère un chef militaire charismatique et efficace, gênant fortement l'envoi de troupes ottomanes vers l'Égypte par des actions de guérilla.

Progressivement Faysal continue vers le Nord, obtient le soutien des tribus transjordaniennes, puis syriennes. Les Arabes prennent Damas (1er octobre 1918) puis l'ensemble des villes syriennes jusqu'Alep, ce qui inquiète les Français : cette intrusion sous impulsion britannique pourrait remettre en question les accords Sykes-Picot ¹⁴ Le 7 novembre, les Britanniques obtiennent des Français la signature d'une déclaration commune affirmant que le but des Alliés au Proche-Orient est « l'établissement de gouvernements et d'administrations indigènes que les populations arabes se seront librement données » (Cloarec et Laurens 2003 : 36).

¹³ - Hussein ben Ali, né vers 1853 à Istanbul et mort le 4 juin 1931 à Amman, est un hachémite, chérif de la Mecque jusqu'en 1924 et roi du Hedjaz de 1916 à 1924 (Encyclopédie numérique Universalis).

¹⁴ - Les accords Sykes-Picot sont des accords secrets signés le 16 mai 1916, après négociations entre novembre 1915 et mars 1916, entre la France et le Royaume-Uni (avec l'aval de l'Empire russe et du royaume d'Italie), prévoyant le partage du Proche-Orient à la fin de la guerre (espace compris entre la mer Noire, la mer Méditerranéenne, la mer Rouge, l'océan Indien et la mer Caspienne) en plusieurs zones d'influence au profit de ces puissances, ce qui revenait à deviser l'Empire ottoman. Ces accords secrets n'ont été finalement révélés au grand public que le 23 novembre 1917 dans un article des *Izvestia* et de la *Pravda* et le 26 novembre 1917 puis repris dans un article du *Manchester Guardian*.

Les accords Sykes-Picot ont pris de l'importance sous la forme d'une légende noire attribuant certains événements supposés aux Alliés pendant la Première Guerre mondiale, nourrissant plus tard les prétentions nationalistes arabes et islamistes. (Philippe Lannois, 1980 : 76).

Pourquoi cette révolte arabe de 1916-1918, en dehors de ses conséquences géopolitiques directes, est-elle encore considérée comme fondatrice ? La ferveur et l'enthousiasme qui accompagnent l'entrée de Faysal à Damas et la fondation du Royaume arabe sont le signe d'un soulagement face à la fin de la guerre et de ses privations. Mais ce moment est aussi celui des premières expérimentations politiques du panarabisme. Également, il marque l'entrée en politique d'une nouvelle génération, déçue par l'éphémérité des événements de 1908 et le tournant psychotique du gouvernement jeune turc (Dakhli, 2015 :20-21).

C'est en raison de cette révolte arabe que des protectorats sont installés dans la zone, plutôt que des colonies sous contrôle direct des puissances européennes. Là est aussi un point important de cette révolte : elle prend place en plein milieu du redécoupage du Moyen- Orient par les puissances européennes, principalement française et britannique.

7. 1918 : le Moyen-Orient « balkanisé » par les Européens.

À la fin de la Première Guerre mondiale, la carte du Moyen-Orient est fondamentalement différente de ce qu'elle était en 1914. En 1914, en dehors du sud de la Péninsule arabique et de l'Égypte, l'ensemble de la zone concernée restait sous domination ottomane surtout. L'Empire Ottoman, du moins ce qu'il en reste, est cantonné à l'Anatolie et aux détroits des Dardanelles et du Bosphore. Les accords Sykes-Picot sont officiellement appliqués, et l'ensemble des territoires au sud de l'Anatolie est partagé entre zones d'occupation et d'influence franco-britanniques.

Des États arabes sont officiellement créés autour de communautés qui n'ont pas toutes des velléités indépendantistes. Le panarabisme, jugé trop dangereux par les puissances occidentales, est écarté. La carte est entièrement redécoupée selon des intérêts différents de ceux des acteurs originels de la région. Ce découpage nouveau entraîne ce que certains ont appelé une « balkanisation du Moyen-Orient » (Nevejeans, 2017-2018 : 43).

L'effondrement de l'Empire ottoman, au lendemain de la Première Guerre mondiale, peut apparaître comme l'aboutissement logique de son histoire récente. Il n'en est pas moins précipité par la défaite militaire. À la fin de la guerre, en l'absence de la Russie qui a basculé dans la révolution, le face-à-face franco-britannique façonne la carte territoriale du Proche-Orient d'aujourd'hui. Il le fait au mépris des réseaux d'échange traditionnels, subvertis par les nouvelles frontières qui atomisent le Croissant fertile.

Les États s'ordonnent autour des groupes humains dont l'émancipation a pu bénéficier du soutien actif des puissances. La Grande-Bretagne encourage à la fois le sionisme, désireux d'obtenir la création en Palestine d'un Foyer national juif, et ce nationalisme arabe, aristocratique et militaire, incarné par le mouvement hachémite, semant ainsi les germes du conflit qui dominera l'histoire contemporaine de la région. La France émet quant à elle des prétentions sur la Syrie, tant au nom de sa protection traditionnelle des catholiques d'Orient que dans une logique d'expansion impériale qui voit dans le Proche-Orient le prolongement naturel de ses possessions maghrébines. Mais la difficulté de concilier

le patronage de ses clientèles chrétiennes et le rapprochement avec les majorités musulmanes ne cessera d'hypothéquer sa politique orientale (Lanois, 1980 : 77).

En réalité, la France n'a guère considéré les nationalistes arabes comme des interlocuteurs crédibles, soit qu'elle les ait exclusivement assimilés à l'islam sunnite, soit qu'elle n'ait voulu y voir que l'instrument des ambitions territoriales britanniques sur le Proche-Orient : une politique qui favorisera la naissance d'un Liban indépendant, territorialement élargi sous la pression du « libanisme » maronite et l'éclatement de la Syrie en quatre entités distinctes. D'autres peuples seront un moment soutenus dans leurs aspirations nationales, avant d'être sacrifiés aux lois supérieures de la géopolitique ; C'est le cas des Arméniens et des Kurdes (Kalisky, 1974 :86).

Dans le traité de Sèvres, imposé à l'Empire ottoman en 1920, les premiers se voyaient attribuer un État sous mandat américain. Aux seconds, le texte reconnaissait une entité autonome réduite à une fraction de l'actuel Kurdistan de Turquie. Car la Grande-Bretagne ne pouvait envisager l'indépendance d'un Kurdistan méridional au sous-sol gorgé de pétrole. Le repli politique américain et la résistance imprévue du mouvement national turc ruineront ce schéma. La sympathie dont les Arméniens ont un moment bénéficié dans les opinions occidentales à la suite du génocide de 1915 n'aura pas suffi à leur assurer un État. Répression et cooptation se conjugueront dans la nouvelle Turquie pour tenter de faire des Kurdes anatoliens les « Turcs des montagnes » (Universalis).

8. La création des entités politiques comme sous-forces de domination et de contrôle de la région :

8.1. L'Arabie Saoudite :

Au début du XXe siècle, le Hedjaz est administré par les Ottomans grâce à la délégation de pouvoir accordée aux chérifs de La Mecque. L'Arabie centrale est sous la domination des Al-Rachid, alliés de la Porte. Les Britanniques sont présents dans le sud et l'est de la péninsule (Aden et Oman) et dans le golfe Persique, mais ils n'attaquent pas les Ottomans et campent simplement sur leurs positions. La Première Guerre mondiale relance un processus qui était stoppé depuis les dernières acquisitions britanniques dans la zone, en 1861. Le Hedjaz est un front important de la guerre Anglo-ottomane.

Hussein bin Ali, chérif de La Mecque depuis 1908, s'inquiète de l'exploitation de la nouvelle ligne ferroviaire Istanbul-Médine, qui, selon lui, menace son indépendance. Allié d'*Al-Atat* en Syrie, Hussein proclame l'indépendance du Hedjaz au moment de la révolte arabe, le 5 juin 1916 (Blanc, Pierre, Chagnollaude & Jean-Paul, 2016:63).

Les conflits entre Hussein et les troupes ottomanes se concentrent essentiellement sur la partie ouest de la péninsule, le long du cordon de villes du littoral de la Mer Rouge.

À l'Est et au centre de l'Arabie, les Britanniques soutiennent une autre révolte anti-ottomane, qui remonte quant à elle un peu plus loin dans le temps. Le 15 janvier 1902, à la tête d'une petite troupe de guerriers, *'Abdelaziz Al Sa'ud*, chef de la tribu des *al-Sa'ud*,

reprend *Riyad* aux *Al Rachid* et se proclame imam du *Nadjd*. Il est soutenu financièrement et militairement par l'émir du Koweït (sous protectorat britannique depuis 1899). Abdelaziz continue ses conquêtes et prend la région du *Qasim* (à l'ouest de Riyad) en 1906. Il entreprend de rallier les confédérations tribales, et, en 1912, exhorte les habitants de la péninsule au jihad contre les mauvais musulmans que seraient les Ottomans.

En 1913, fort d'un succès populaire, Abdelaziz prend aux Ottomans la province côtière *d'al-Ahsa*, où ses troupes (« *al-Ikhwān* », ou « les Frères ») commencent à massacrer les chiites. La Grande-Bretagne signe le succès de la révolte en offrant aux *al-Sa'ud* une reconnaissance officielle et le versement d'une pension en livres sterling (Blanc & Chagnollaud, 2016 : 65). Abdelaziz se voit décoré de l'ordre de l'empire des Indes (20 novembre 1916) : officiellement, le centre et l'Est de l'Arabie sont sous protectorat britannique à la fin de l'année 1916.

En 1919, les troupes d'Abdelaziz se dirigent vers l'ouest pour attaquer Hussein, mais les Britanniques s'interposent. Abdelaziz se « console » avec le nord de la péninsule en ralliant les *Al-Rachid*, laissés pour compte de la déroute ottomane. En 1922, la frontière avec l'Iraq est tracée pour limiter les avancées saoudiennes (conférence *d'al-Uqayr*). Pragmatiques, Abdelaziz et ses troupes se dirigent alors vers le sud, à la conquête du 'Asir (sud du *Hedjaz*). Lorsque Hussein s'autoproclame calife en 1924 (après l'abolition du califat ottoman par Atatürk), 'Abdelaziz lui déclare la guerre. Il entre triomphant dans La Mecque en octobre 1924, se trouve proclamé roi du Hedjaz, puis sultan du Nadjd à la fin de l'année 1925.

À partir de là, son influence sur la péninsule ne cesse de croître. Soutenu par les Britanniques et leur aviation, il parvient à imposer son autorité sur les tribus, malgré une révolte des *Ikhwan* en 1927 (Cloarec et Laurens 2003 : 58).

8.2. Le dilemme Libanais :

Dans le cadre de la décentralisation administrative, imposée par la « conjoncture des réformes ottomanes », un proto-État sur l'axe central Acre-Galilée-Damas se constitua dans la seconde moitié du XVIIIe siècle. Mais après la conquête de l'ensemble de la Syrie en 1830 par Ibrahim Pacha, deux axes parallèles, Jaffa-Jérusalem, Beyrouth-Damas voient le jour. La pression anglo-française poussa le gouvernement ottoman à supprimer l'émirat au début des années 1840, ce qui va provoquer de violents conflits entre Druzes qui essaient de maintenir leurs positions, et maronites en pleine expansion démographique. Dans le même temps, les Français se font les protecteurs des maronites et les Britanniques des Druzes. Le tout culmine avec les terribles affrontements de 1860¹⁵ qui entraînent l'envoi d'une force française en défense des populations chrétiennes. Une conférence internationale va « régler » la question. La Montagne devient un district « autonome » gouverné par un chrétien originaire d'une autre région de l'empire et nommé par commun accord entre les autorités ottomanes et les puissances européennes. Ce district bénéficie d'un statut fiscal privilégié et ses habitants sont dispensés de la conscription. Les fonctions élues ou administratives sont distribuées au

¹⁵ - le résistant algérien l'Emir Abdelkader était l'un des artisans du règlement de cette crise confessionnelle que j'ai soulevée dans l'élément précédent.

prorata du poids des communautés, faisant émerger un confessionnalisme politique. Parallèlement, les Ottomans, après quelques hésitations, constituent une province de Beyrouth allant d'Acre à Lattaquié, isolant ainsi la province de Syrie de la mer.

Après la révolution jeune-turque de 1908, la France cherche à élargir sa clientèle politique aux musulmans. En 1913, les puissances européennes ont reconnu à la France une primauté d'influence sur l'ensemble syrien, pouvant servir de base à un éventuel partage de l'empire ottoman. Après l'entrée en guerre (la grande guerre de 14-18) de l'empire ottoman, les décideurs français planifient un plan visant à créer une « Grande Syrie » qui comprendrait un Liban autonome aux contours mal définis. Les accords dits Sykes-Picot (mai 1916) prévoient un condominium franco-britannique sur la Palestine, une région littorale allant d'Acre à la Cilicie sous gestion directe française et une Syrie intérieure sous influence française. Le 7 octobre, les premières forces françaises débarquent à Beyrouth. Il est alors décidé de diviser le Proche-Orient en trois territoires occupés. Le 6 janvier 1920 l'accord Fayçal-Clemenceau¹⁶ définit la feuille de route. Pendant ce temps, le général Henri Gouraud est nommé haut-commissaire. Le 1er septembre 1920, Gouraud proclame la création de l'État du Grand Liban en présence des dignitaires libanais. Le Grand Liban, qui deviendra la République du Liban en 1926, ce heurta à une gestation difficile.

Pendant longtemps, les Français s'en sont tenus à un projet de Syrie avec un Liban autonome aux contours non définis. Le nouvel État a dû faire face à des difficultés majeures. La première était la difficile intégration du littoral à la Montagne avec le déplacement du pouvoir sur le littoral et Beyrouth comme capitale. Pendant un certain temps, les montagnards avaient voulu conserver leurs privilèges, en particulier fiscaux, obtenus à l'époque ottomane. Tripoli et sa région se définissaient plus comme syriennes que comme libanaises. L'écart de niveau de vie entre les régions chrétiennes et musulmanes était considérable, au même moment se dessine un clivage de méfiance entre sunnites et chiïtes ; les chrétiens se sont rendu compte qu'ils risqueraient rapidement de ne plus être majoritaires, et une partie d'entre eux voulaient un « petit Liban » sans Tripoli et sans le sud. Le problème essentiel était la nécessité de constituer une identité libanaise au-delà des clivages confessionnels. Les premiers idéologues ont utilisé dans ce sens le phénicisme, mais il a été rapidement considéré comme un rejet de l'arabisme. Durant la guerre froide, le Liban va connaître l'une des crises les plus sanglantes : la guerre civile (1975-1990) qui concrétise la complexité de la conflictualité libanaise¹⁷.

8.3. L'action sioniste et le fondement d'une entité politique : Israël.

Le 2 novembre 1917, le gouvernement de Londres s'engage formellement à favoriser la formation d'un « foyer national » juif en Palestine : c'est ce qu'on appelle la déclaration Balfour. Comment en est-on arrivé à cette déclaration capitale pour l'histoire de la Palestine ?

¹⁶ - Fayçal fils de chérif Hussein, l'émir des lieux saints : la Mecque et Médine ; Georges Clémenceau fut alors le président du conseil français et l'un des grands décideurs du congrès de Versailles de 1919.

¹⁷ - Pour savoir plus, voir : Henry Laurens L'Orient arabe Arabisme et islamisme de 1798 à 1945, Armand Colin, Paris, 2000 ; voir aussi : Kamal Salibi, Histoire du Liban du XVII^e siècle à nos jours, Naufal, Paris, 1988.

La « question juive » est vécue différemment par l'ensemble des pays occidentaux impliqués dans la Grande Guerre. La Russie organise régulièrement des pogroms depuis les années 1880. Les Etats-Unis sont marqués par une immigration juive d'exil, principalement venue d'Allemagne et de Russie. La France et l'Angleterre souhaitent se placer en « défenseurs des droits des peuples » (Cloarec et Laurens, 2003 :38).

L'Organisation sioniste¹⁸ a proclamé sa neutralité au début de la guerre et transféré son siège de Berlin à Copenhague. Dans les pays de l'Entente¹⁹, les associations sionistes se détachent progressivement de l'Organisation. Les pays de l'Alliance, Allemagne en tête, permettent aux juifs d'Europe de garder contact avec les juifs de Palestine. En 1914, Chaïm Weizmann, vice-président de la Fédération sioniste de Grande-Bretagne, rencontre Herbert Samuel, ministre de confession juive partisan des idées sionistes.

En décembre 1914, c'est lord Balfour qu'il rencontre, et celui-ci semble réceptif à l'idée d'une nation juive en Palestine. Or, Balfour est nommé ministre des Affaires étrangères britanniques en décembre 1916. La déclaration Balfour du 2 novembre 1917 prend la forme d'une lettre de Balfour à lord Rothschild, dans laquelle il précise que le gouvernement britannique, « envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif et emploiera tous ses efforts pour la réalisation de cet objectif, étant clairement entendu que rien ne sera fait qui puisse porter atteinte aux droits civils et religieux des collectivités non juives existant en Palestine, soit aux droits et au statut politique dont les Juifs disposent dans tout autre pays » (Cloarec et Laurens, 2003 : 39-40).

En février 1918, le gouvernement français se range aux côtés du gouvernement britannique, confirmant que c'est une bonne idée. Les populations arabes de Palestine, elles, trouvent un peu fort d'être reléguées au statut de « collectivités non juives ».

En Palestine, les accords Sykes-Picot offrent la gestion de la zone aux Britanniques, sous un régime de protectorat qui devait laisser une large place aux populations locales. Face aux conflits entre Arabes et colons juifs, le gouvernement britannique choisit d'administrer directement la zone (Kalisky, 1974 :71). Les conflits sans cesse croissants entre Arabes et colons ne permettent jamais réellement l'instauration du foyer prévu en 1917. La publication d'un premier Livre blanc en 1922 rectifie le dessein britannique dans la zone : un « foyer national juif en Palestine » ne signifie pas que la Palestine toute entière devait devenir un foyer juif. Autrement dit, la déclaration Balfour est utilisée par les Sionistes pour revendiquer des droits territoriaux en Palestine, sans pour autant que ces droits ne leur soient accordés par qui que ce soit.

¹⁸ - Cette organisation qui s'appelait encore Organisation sioniste mondiale, créée en 1897 à l'issue du congrès de Bâzl (ou Bâle (Suisse) organisé par une dizaine de personnalités juives et sionistes ; devient la vitrine du mouvement sioniste dont l'objectif premier était l'établissement d'un centre spirituel, territorial ou étatique pour le peuple juif en terre d'Israël, territoire qui correspondait à la Palestine ottomane puis après la Première Guerre mondiale à la Palestine mandataire. Théodore Herzl, qui organisa le premier congrès, écrivit plus tard : « À Bâle, j'ai donné naissance au futur État juif. Il peut venir dans cinq ans, ou dans cinquante ans, tout le monde le verra ». Voir l'encyclopédie numérique Universalis.

¹⁹ - les pays de l'entente sont : France, Russie et Angleterre, lors de la crise d'avant la grande guerre de 1914-1918).

En revanche, leurs revendications ont tendance à « énerver » un peu les Palestiniens, et ces tensions donnent régulièrement lieu à des émeutes (notamment en 1929). Quelque part, cette déclaration Balfour donne donc une justification diplomatique à la politique sioniste initiée par Theodore Herzl²⁰, et fonde la « question de Palestine ». (De Wailly, Henri, 2010 : 111).

Conclusion :

A l'heure des mutations mondiales, post deuxième guerre mondiale et surtout poste guerre froide et l'effondrement de la bipolarité (Est-Ouest) ; il demeure difficile de définir le Moyen Orient (MO). C'est un espace mouvant et multiple. Pas d'unité. Unité artificielle, les politiques essaient de bâtir cette unité qui n'existe pas. Question du nationalisme arabe, du pétrole et de l'accès à l'énergie, de la présence d'Israël et du conflit israélo-arabe devenue, *a fortiori*, palestinien. Aujourd'hui question du terrorisme et de l'islamisme ; tout ça, rendent l'Expression floue, qui dépend du contexte géopolitique dans laquelle elle est utilisée. Cette région est à l'image des tensions qui parcourent le monde aujourd'hui : impérialisme et décolonisation, nationalisme et génocide, guerre-froide et tiers-mondisme, intégrisme religieux, terrorisme, inégalité de développement.

La région demeure la première zone de tensions et de conflits dans le monde. On ne voit pas de perspectives de paix apparaître. La guerre peut évoluer, elle n'en demeure pas moins omniprésente. Le MO ne cesse de s'étendre. Avec lui, c'est tout le monde musulman qui s'embrase et qui inquiète des pays occidentaux qui n'ont plus beaucoup de moyens d'action dans la région.

Globalement, les problèmes du Moyen-Orient sont ceux du Tiers Monde en général. Le Moyen-Orient cherche à réaliser, ou à parachever sa libération. Il veut se délivrer de la dépendance et de l'humiliation, de la peur et de l'insécurité, du besoin qui afflige encore à ses masses. C'est, là comme ailleurs, une quête de se constituer, de se remettre en rails, de se décoloniser et surtout, de se faire entendre dans l'échiquier international et de se « moderniser ».

Et cependant, de toute évidence, les problèmes du Moyen Orient présentent des aspects originaux, sources de difficultés accrues. Ces difficultés proviennent d'abord, sans doute, des dessins malintentionnés des différentes puissances qui le disputent, comme cela est lié aux caractères fonciers et sociologiques, religieux et aussi politiques de la région, qui présentent une redoutable complexité. Elles sont issues aussi des conditions particulières dans lesquelles s'est déroulée la récente évolution historique.

²⁰ - Theodor Herzl, journaliste et écrivain austro-hongrois. Surnommé *Khozeh Ha Medinah*, ce qui signifie "le visionnaire de l'État", car Herzl est le premier contemporain qui a œuvré à la création d'un État juif. Né le 2 mai 1860 à Pest et mort le 3 juillet 1904 à Edlach. (Encyclopédie numérique Universalis).

Bibliographie

Les études : (livres et articles)

1. BLANC, P. et al (2016). *Atlas du Moyen-Orient : aux racines de la violence*. Paris : Autrement.
2. BOUQUET, O. et al (2016). *Histoire du Moyen-Orient de l'Empire ottoman à nos jours. Au-delà de la question d'Orient*. Paris : Publications de la Sorbonne.
3. BOZARSLAN, H. (2013). *Histoire de la Turquie, de l'Empire à nos jours*. Paris : Tallandier, (rééd. 2015, coll. « Texto »).
4. CLOAREC, V. et al (2003). *Le Moyen-Orient au XXe siècle*. Paris : Armand Colin.
5. DAKHLI, L. (2015). *Histoire du Proche-Orient*. Paris : La Découverte.
6. DE WAILLY, H. (2010). *Liban, Syrie. Le mandat (1919-1940)* : Paris, Perrin.
7. DJERAD, A. (1987). *Dualité du monde arabe*. Alger : ENAP : ENAL : OPU.
8. DUPONT, A-L et al (2016). *Histoire du Moyen-Orient du XIXe siècle à nos jours*. Paris : Armand Colin.
9. GAYFFIER-BONNEVILLE, A-C (2016). *Histoire de l'Égypte moderne. L'éveil d'une nation (XIXe-XXIe siècles)*. Paris : Champs.
10. GEORGEON, F. (2003). *Abdülhamid II: le sultan calife*. Paris : Fayard.
11. KALISKY, R. (1974). *Le monde arabe à l'heure actuelle*. Paris : marabout université.
12. KHAWAM, R. (1987), *L'Univers culturel des Chrétiens d'Orient*. Paris : Éditions du Cerf.
13. LANNOIS, Ph. (1980). *Le moyen orient au XXe siècle. L'orient désorienté*. Paris-Montréal, O.P.U, Études Vivantes.
14. LAURENS, H. (2015). *L'Orient arabe. Arabisme et islamisme de 1798 à 1945*. Paris : A. Colin.
15. MANTRAN, R. (1989). *Histoire de l'Empire Ottoman*. Paris : Fayard.
16. MICHEL, P. (1896-1897). « Les missions latines en Orient », in *Revue de l'Orient chrétien*, supplément trimestriel.
17. NEVEJANS, P. (2018). *Le Moyen-Orient de 1876 à 1980, Agrégation d'histoire, agrégation de géographie et CAPES d'histoire-géographie*. France : Université Jean Moulin Lyon 3, Faculté de Lettres et civilisations, Sessions 2017 et 2018.
18. SALIBI, K. (1988). *Histoire du Liban du XVIIe siècle à nos jours*, Paris : Naufal.

Les instruments de recherche (Dictionnaires et encyclopédies)

- Encyclopédie numérique Universalis.
- Dictionnaire français Larousse.
- Google maps.